

NON AU NRP 2 ! LA FAUCHEUSE



REPREND DU SERVICE



Après avoir annoncé que le réseau de la DGFIP serait stabilisé jusqu'au 31 décembre 2026, la Direction générale dévoile aujourd'hui son véritable projet : une nouvelle vague de restructurations baptisée pudiquement « **adaptation du réseau territorial 2027-2030** ».

Peu importe le nom qu'on lui donne : NRP 2, ajustement ou adaptation, les conséquences seront les mêmes pour les agents et les usagers.

La méthode est connue : changer les mots pour mieux faire accepter les fermetures.

Pourtant, les chiffres parlent d'eux-mêmes. D'ici 2030, la DGFIP prévoit **près de 330 fermetures de structures**, plus d'une trentaine de changements d'implantation et seulement une cinquantaine de créations. Dès 2027, plus de **130 fermetures** sont déjà programmées, dont 43 au 1^{er} janvier 2027.

Parmi les fermetures et changements d'implantations envisagés en 2027 :

- 35 % vont concerner des structures de 5 emplois et moins ;
- 60 % vont concerner des structures de 10 emplois et moins ;
- plus de 75 % des structures de 15 emplois et moins.

Pendant que la Direction Générale prétend garantir sa présence territoriale grâce aux espaces France Services ou à quelques permanences, elle poursuit en réalité le démantèlement de ses services de pleine compétence.

Un accueil partagé n'est pas un service DGFIP. Une permanence n'est pas une trésorerie, un SIP ou un SIE. Un bureau de tabac n'est pas un service de recouvrement. Le discours officiel parle "d'ancrage territorial". Les faits, eux, parlent de suppressions de services.

Et pour le 77 CA DIT QUOI ?

Dans notre département, la Directrice refuse de parler de **NRP 2** et préfère évoquer un simple "**ajustement**" du réseau. Pour la CGT Finances Publiques 77, les agents ne sont pas dupes. Le diagnostic présenté par la DDFIP 77 est clair :

- les antennes seraient désormais "trop nombreuses" (14 dont 8 < à 4 agent(e)s),
- le travail à distance serait devenu trop complexe à piloter (au 31/12/2025, 31 agent(e)s sont en travail à distance (TAD) dans 11 services sur 8 sites, au 01/09/2026 ils seront au nombre de 20),
- certains sites seraient insuffisamment occupés ;
- les bâtiments coûteraient trop cher ;
- les futurs choix seraient guidés par la rentabilité immobilière, la densification des locaux et les économies budgétaires.

Autrement dit, **l'organisation mise en place par le NRP de 2019 sert aujourd'hui de prétexte à une nouvelle réorganisation**. Hier on créait des antennes. Aujourd'hui on explique qu'il y en a trop. Hier on développait le travail à distance. Aujourd'hui il faudrait y mettre fin.

Mais alors quelles seront les premières victimes ?

Même si la Directrice tente de rassurer en parlant de mesures limitées, plusieurs pistes sont déjà annoncées :

- ✗ fermeture envisagée du **SIE de Montereau** à partir de 2028 ;
- ✗ fermeture programmée de l'antenne **SPFE de Coulommiers** en septembre 2027 ;
- ✗ extinction progressive du travail à distance ;
- ✗ projets de déménagements de plusieurs sites afin d'optimiser l'occupation des locaux (Provins au 01/09/2027 si la DDFIP trouve un nouveau local, Bray-sur-Seine, et Roissy-en-Brie)

Il n'y aura pas de fusion des « SGC » et les travaux de réorganisation ne sont pas encore avancés concernant les PCE.

Concernant le TAD, la Direction envisage la pérennisation d'un accueil des usagers sur les accueils de proximité de Roissy-en-Brie (SiP Noisiel) et de Nemours (SiP Montereau) ; Mais dans quelles conditions et dans quels locaux ? Si rien n'est encore fixé, un partenariat avec France Services et la recherche de nouveaux locaux sont en cours de discussion avec les élus locaux.

La Direction affirme aujourd'hui que le SiP de Montereau ne serait pas concerné par une fermeture.

La CGT Finances Publiques 77 refuse d'être naïve. **Qui peut croire qu'un SIE supprimé ne fragilisera pas, à terme, l'ensemble du site ?** Chaque fermeture entraîne des conséquences en chaîne : perte d'attractivité, diminution des effectifs, mutualisations, puis nouvelles restructurations. L'histoire de la DGFIP nous l'a malheureusement démontré.

Pour la CGT Finances publiques 77 ce sont encore les agent(e)s qui serviront de variables d'ajustement.

Pour faire passer la pilule, la Direction met en avant un accompagnement RH, des conseillers mobilité, des webinaires, des guides et des primes. Mais aucune prime ne remplacera :

- un collectif de travail détruit ;
- des compétences dispersées ;
- des kilomètres supplémentaires ;
- des mobilités subies ;
- la perte de sens du travail.

3 antennes seront conservées : Antenne de Savigny-le-Temple (SiP Melun), antenne de Coulommiers (SiP de Meaux) et l'antenne BCR à Meaux.

Dans son observatoire interne, l'administration reconnaît elle-même que les restructurations successives ont profondément marqué les agents.

Si le sentiment d'un rythme de changement trop rapide a diminué ces dernières années, c'est aussi parce qu'une stabilité avait été promise jusqu'en 2026. Aujourd'hui, cette promesse vole déjà en éclats.



LA CGT Finances Publiques 77 REFUSE CETTE NOUVELLE LOGIQUE DE DÉMANTÈLEMENT

Nous refusons que les économies immobilières deviennent le principal critère d'organisation des missions publiques.

Nous refusons que les services soient évalués uniquement au regard des mètres carrés occupés, du coût des loyers ou de leur attractivité.

Nous refusons que les erreurs du premier NRP servent aujourd'hui de justification à un deuxième plan de restructurations.

Le 77 a besoin d'un service fiscal de proximité et de pleine compétence, de moyens humains et d'effectifs suffisants, pas d'une nouvelle vague de suppressions de services.

La CGT Finances Publiques 77 restera pleinement mobilisée pour défendre les missions, les emplois, les conditions de travail et un véritable service public de proximité.

**REFUSONS CE NOUVEAU DÉMANTÈLEMENT DE LA DDFIP 77!
MAINTIEN ET RENFORCEMENT DE TOUTES LES ANTENNES ET ACCUEILS DE PROXIMITÉ
MAINTIEN DU TRAVAIL A DISTANCE**

**NON AU NRP 2 !
ENSEMBLE, DÉFENDONS NOS SERVICES, NOS EMPLOIS ET LE SERVICE PUBLIC !!**

cgt.ddfip77@dgfip.finances.gouv.fr

+33 6 18 63 95 54

Ne reste pas isolé(e), syndique toi à la CGT Finances publiques

